

DÉPARTEMENT DE LA SOMME
CONSEIL DÉPARTEMENTAL
ARCHIVES DÉPARTEMENTALES

**FONDS DES ARCHIVES DÉPARTEMENTALES
DE LA SOMME**

**Visas d'éliminations délivrés aux Services producteurs
d'archives publiques du département de la Somme**

(2017)

167 W

Répertoire numérique détaillé

réalisé par
Charline DESCAMPS, rédacteur territorial,

sous le contrôle scientifique de
Arnaud ESPEL, attaché de conservation du patrimoine,

et sous la direction de
Élise BOURGEOIS, Conservateur en chef du patrimoine, directrice adjointe

Amiens, 2017-2018

SOMMAIRE

<u>SOMMAIRE.....</u>	<u>2</u>
<u>INTRODUCTION.....</u>	<u>3</u>
<u>SOURCES COMPLÉMENTAIRES.....</u>	<u>5</u>
<u>Services du Conseil départemental de la Somme et établissements publics départementaux</u>	<u>6</u>
<u>Conseil départemental de la somme.....</u>	<u>6</u>
<u>Établissement publics départementaux.....</u>	<u>13</u>
<u>Établissement publics de coopération culturelle.....</u>	<u>13</u>
<u>Services déconcentrés et établissements publics de l'État à compétence régionale</u>	<u>14</u>
<u>Services judiciaires.....</u>	<u>14</u>
<u>Services déconcentrés et établissements publics de l'État à compétence départementale</u>	<u>15</u>
<u>Préfecture de la Somme.....</u>	<u>15</u>
<u>Sous-préfectures de la Somme.....</u>	<u>16</u>
<u>Services départementaux déconcentrés de l'État.....</u>	<u>16</u>
<u>Finances publiques.....</u>	<u>17</u>
<u>Services judiciaires.....</u>	<u>18</u>
<u>Établissements publics de santé</u>	<u>19</u>
<u>Organismes de droit privé chargés de missions de service public, Associations</u>	<u>19</u>
<u>Services du Conseil régional et établissements public régionaux</u>	<u>21</u>
<u>Conseil régional de Picardie.....</u>	<u>21</u>
<u>Établissements publics communaux</u>	<u>21</u>

INTRODUCTION

Présentation du fonds

Le versement 167 W provient du service Aide aux administrations des Archives départementales de la Somme. Il concerne les visas d'éliminations autorisés par le Directeur des Archives départementales de la Somme pour l'année 2017.

Il a été décidé en 2016, d'effectuer des versement réguliers afin de ne pas surcharger les dossiers des services. C'est ainsi que les années 1971 à 2013 ont été archivées¹ en 2016 et les années 2014 et 2015 en 2017. Les suivantes sont classées au fur et à mesure afin de constituer chaque année un nouveau versement.

D'une importance matérielle de 2 articles, ce versement représente 0,25 mètres linéaires

L'intérêt historique de ce versement réside dans le suivi régulier des services du département qui assurent une gestion raisonnée de leur archivage en procédant régulièrement à des opérations d'élimination.

Les éliminations d'archives publiques

L'élimination d'archives publiques est une procédure réglementaire qui repose sur une sélection précise des documents à éliminer et sur l'autorisation de destruction accordée par le Directeur des Archives départementales (code du Patrimoine article R 212-14). Ce visa constitue une décharge juridique pour le responsable du service qui a effectué les éliminations.

Des instructions de tri et de conservation, ou circulaires, sont établis à l'échelon national². Lorsque ces circulaires nécessitent des adaptations à la réalité de la gestion des archives des services producteurs, ceux-ci peuvent réaliser leur propre tableau de tri, comme cela est prévu par le code du Patrimoine. Ces tableaux, communément appelés «tableaux de gestion» renseignent pour chaque typologie de documents, la durée d'utilité administrative et le sort final : conservation définitive ou destruction. En ce qui concerne la sélection, la pratique évolue constamment³.

1 Versement 120 W.

2 On peut les trouver sur le site du service interministériel des Archives de France : www.archivesdefrance.culture.gouv.fr

3 Les règles de gestion et de sélection des archives sont explicitées sur le site du service interministériel des Archives de France : www.archivesdefrance.culture.gouv.fr

Après autorisation par le directeur des Archives départementales, il faut procéder à l'élimination physique des documents. Elle consiste en une dénaturation et peut s'opérer par déchiquetage, broyage et/ou recyclage ou par la suppression des fichiers dans le cas d'archives électroniques. Lors de cette opération, toutes les garanties de confidentialité des informations doivent impérativement être réunies.

Communicabilité

Il convient de rappeler qu'aux termes du Code du Patrimoine, les archives publiques sont communicables de plein droit, sauf application de délais spéciaux.

La communicabilité des liasses de ce versement est immédiate.

SOURCES COMPLÉMENTAIRES

Archives départementales de la Somme

- Sous série 3 T :
 - Fonds de la Direction des Archives départementales de la Somme, jusqu'en 1950⁴.

- Série W :
 - 100 W, fonds de la Direction des Archives départementales de la Somme, service Aide aux administrations, ensemble de dossiers constitué après la fermeture ou la réorganisation de plusieurs services de l'État, notamment lors de la Révision générale des politiques publiques (RGPP).
 - 101 W, fonds Joseph Estienne (ancien directeur des Archives de la Somme) fonds non classé.
 - 1500 W, archives de la Direction, depuis 1950, classement en cours.
 - 120 W, fonds de la Direction des Archives départementales de la Somme, service Aide aux administrations, ensemble de dossiers constitué des visas d'élimination d'archives pour la période allant de 1971 à 2013.
 - 164 W, fonds de la Direction des Archives départementales de la Somme, service Aide aux administrations, ensemble de dossiers constitué des visas d'élimination d'archives pour l'année 2014.
 - 165 W, fonds de la Direction des Archives départementales de la Somme, service Aide aux administrations, ensemble de dossiers constitué des visas d'élimination d'archives pour l'année 2015.
 - 160 W, fonds de la Direction des Archives départementales de la Somme, service Aide aux administrations, ensemble de dossiers constitué des visas d'élimination d'archives pour l'année 2016.

⁴ La coupure se fait en 1950, et non en 1940 comme pour le reste des archives contemporaines. Cela correspond au changement d'archiviste départemental, Joseph Estienne, laissant la place à cette date à son fils, Jean Estienne.

RÉPERTOIRE NUMÉRIQUE DÉTAILLÉ

ENSEMBLE DE VISAS D'ÉLIMINATION DÉLIVRÉS AUX SERVICES PRODUCTEURS D'ARCHIVES PUBLIQUES DU DÉPARTEMENT DE LA SOMME

SERVICES DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA SOMME⁵ ET ÉTABLISSEMENTS PUBLICS DÉPARTEMENTAUX

CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA SOMME

CABINET DU PRÉSIDENT

N° 072 (enregistré le 21 décembre 2016) .

Direction de la Communication

N° 104 du 16 mai 2017.

N° 224 du 6 septembre 2017.

Secrétariat des assemblées

N° 118 du 22 juin 2017.

DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES

Mission audit, études et évaluations.

N° 222 du 6 septembre 2017.

DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE DES SOLIDARITÉS ET DE L'INSERTION

Direction Enfance et famille.

N° 010 du 16 février 2017.

⁵ Ex Conseil général, devenu Conseil départemental en mars 2015, en application de la loi n° 2013-403 du 17 mai 2013, et après renouvellement des assemblées.

N° 013 du 16 février 2017.
N° 027 du 16 février 2017.
N° 074 du 27 mars 2017.
N° 077 du 10 avril 2017.
N° 084 du 11 avril 2017.
N° 051 du 19 avril 2017.
N° 131 du 27 juin 2017.
N° 186 du 20 juillet 2017.
N° 188 du 2 août 2017.
N° 231 du 21 septembre 2017.
N° 240 du 28 septembre 2017.
N° 277 du 27 novembre 2017.
N° 297_298 du 29 décembre 2017.

Direction de la Cohésion sociale et du logement.

N° 022 du 16 février 2017.
N° 023 du 16 février 2017.
N° 075 du 27 mars 2017.
N° 088 du 12 avril 2017.
N° 099 du 26 avril 2017.
N° 102 du 16 mai 2017.
N° 180 du 20 juillet 2017.
N° 182 du 20 juillet 2017.
N° 183 du 20 juillet 2017.
N° 196 du 22 août 2017.
N° 226 du 7 septembre 2017.
N° 296 du 18 décembre 2017.

Direction de l'Autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées.

N° 009 du 16 février 2017.
N° 103 du 16 mai 2017.
N° 153 du 4 juillet 2017.
N° 156 du 7 juillet 2017.
N° 227 du 11 septembre 2017.
N° 246 du 10 octobre 2017.

Direction Appui aux solidarités.

N° 016 du 16 février 2017.

N° 145 du 7 juillet 2017.

N° 247 du 10 octobre 2017.

Les Territoires

N° 012 du 16 février 2017.

N° 014 du 16 février 2017.

N° 015 du 16 février 2017.

N° 021 du 16 février 2017.

N° 029 du 16 février 2017.

N° 033 du 17 février 2017.

N° 061 du 27 mars 2017.

N° 062 du 27 mars 2017.

N° 066 du 27 mars 2017.

N° 078 du 10 avril 2017.

N° 085 du 11 avril 2017.

N° 085 du 11 avril 2017.

N° 087 du 11 avril 2017.

N° 090 du 19 avril 2017.

N° 101 du 27 avril 2017.

N° 109-110 du 26 juin 2017.

N° 111-113 du 2 juin 2017.

N° 134 du 26 juin 2017.

N° 135 du 26 juin 2017.

N° 136 du 26 juin 2017.

N° 137 du 26 juin 2017.

N° 139_144 du 30 juin 2017.

N° 149 du 3 juillet 2017.

N° 150 du 4 juillet 2017.

N° 152 du 4 juillet 2017.

N° 158 du 7 juillet 2017.

N° 159 du 7 juillet 2017.

N° 162 du 7 juillet 2017.

N° 184-185 du 20 juillet 2017.

N° 187 du 20 juillet 2017.

N° 191 du 22 août 2017.

N° 194 du 22 août 2017.
N° 195 du 22 août 2017.
N° 206 du 29 août 2017.
N° 207 du 29 août 2017.
N° 208 du 29 août 2017.
N° 209 du 29 août 2017.
N° 210 du 29 août 2017.
N° 216_217 du 4 septembre 2017.
N° 218 du 4 septembre 2017.
N° 230 du 19 septembre 2017.
N° 232_233 du 20 septembre 2017.
N° 235 du 25 septembre 2017.
N° 239 du 26 septembre 2017.
N° 241 du 3 octobre 2017.
N° 242 du 3 octobre 2017.
N° 251 du 20 octobre 2017.
N° 263 du 27 octobre 2017.
N° 269 du 7 novembre 2017.
N° 270 du 13 novembre 2017.
N° 273 du 15 novembre 2017.
N° 274 du 22 novembre 2017.
N° 276 du 27 novembre 2017.
N° 278 du 27 novembre 2017.
N° 279 du 27 novembre 2017.
N° 280 du 28 novembre 2017.
N° 282 du 4 décembre 2017.
N° 283 du 6 décembre 2017.
N° 288 du 11 décembre 2017.
N° 291 du 13 décembre 2017.
N° 292 du 13 décembre 2017.

Maison départementale des personnes handicapées.

N° 076 du 10 avril 2017.
N° 133 du 26 juin 2017.
N° 211 du 30 août 2017.

DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE DÉVELOPPEMENT DE LA
PERSONNE ET DES TERRITOIRES

Syndicat mixte pour la plate forme aéro-industrielle de Haute Picardie.

N° 073 du 27 mars 2017.

N° 221 du 11 septembre 2017.-

Direction des Collèges et du Numérique Éducatif.

N° 017 du 16 février 2017.

N° 248 du 11 octobre 2017.

Direction de la Jeunesse et des Sports dans les territoires.

N°281 du 1^{er} décembre 2017.

Direction des Transports.

N° 132 du 26 juin 2017.

N° 268 du 7 novembre 2017.

N° 286 du 11 décembre 2017

Historial de la Grande Guerre

N° 126 du 27 juin 2017.

Direction de l'Appui aux territoires.

N° 019 du 16 février 2017.

N° 262 du 25 octobre 2017.

Direction de l'attractivité du territoire, développement agricole et touristique.

N° 007 du 16 février 2017.

N° 018 du 16 février 2017.

N° 049 du 7 mars 2017.

N° 086 du 11 avril 2017.

Direction de l'Environnement et des Énergies.

N° 026 du 16 février 2017.

N° 083 du 11 avril 2017.
N° 129 du 26 juin 2017.
N° 223 du 6 septembre 2017.
N° 225 du 7 septembre 2017.
N° 287 du 11 décembre 2017.
N° 290 du 13 décembre 2017.

Laboratoire départemental d'analyses.

N° 070 du 27 mars 2017.
N° 053 du 19 avril 2017.

Archives départementales.

N°138 du 17 mai 2017.
N°169 du 12 juillet 2017.
N° 215 du 30 août 2017.
N° 243 du 27 septembre 2017.
N° 294 du 15 décembre 2017.

DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE ÉQUIPEMENT DU DÉPARTEMENT

Mission Stratégie littoral.

N° 089 du 19 avril 2017.

Grand projet Vallée de Somme

N° 127 du 27 juin 2017.

Direction du Développement des infrastructures.

N° 011 du 16 février 2017.
N° 025 du 16 février 2017.
N° 063 du 27 mars 2017.

Direction de l'entretien des infrastructures.

N° 020 du 16 février 2017.
N° 024 du 16 février 2017.
N° 067 du 27 mars 2017.
N° 064 du 27 mars 2017.

N° 050 du 12 avril 2017.
N° 006 du 19 avril 2017.
N° 157 du 7 juillet 2017.
N° 271 du 13 novembre 2017.

DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE RESSOURCES

Direction des Finances et de la commande publique.

N° 205 du 29 août 2017.

Direction des Ressources humaines et du dialogue social.

N° 030 du 17 février 2017.

N° 065 du 27 mars 2017.

N° 071 du 27 mars 2017.

N° 130 du 26 juin 2017.

N° 154 du 4 juillet 2017.

N° 155 du 4 juillet 2017.

N° 193 du 22 août 2017.

N° 199 du 25 août 2017.

N° 260 du 26 octobre 2017.

Direction des Finances et de la Commande publique.

N° 008 du 16 février 2017.

N° 031 du 16 février 2017.

Direction des systèmes d'information et de la logistique.

N° 028 du 16 février 2017.

N° 068 du 27 mars 2017.

N° 054 du 19 avril 2017.

N° 100 du 27 avril 2017.

N° 181 du 20 juillet 2017.

N° 249 du 17 octobre 2017.

Mission Europe

N° 299 du 29 décembre 2017.

ÉTABLISSEMENT PUBLICS DÉPARTEMENTAUX

AMICALE SPORTIVE ET CULTURELLE DES PERSONNELS DE LA
PRÉFECTURE, DU DÉPARTEMENT ET DE LA RÉGION

ASCPDR

N° 002 du 16 février 2017.

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DN SOMME

OPSOM

N° 097 du 26 avril 2017.

SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS

N° 046 du 24 mars 2017.

ÉTABLISSEMENT PUBLICS DE COOPÉRATION CULTURELLE

CENTRE ARCHÉOLOGIQUE DÉPARTEMENTAL

N° 032 du 17 février 2017.

**SERVICES DÉCONCENTRÉS ET ÉTABLISSEMENTS PUBLICS DE L'ÉTAT À COMPÉTENCE
RÉGIONALE**

SECRETARIAT GÉNÉRAL POUR LES AFFAIRES RÉGIONALES DES HAUTS DE FRANCE

N°257 du 20 octobre 2017.

AGENCE DE SERVICES ET DE PAIEMENT

N°255 du 23 octobre 2017.

CENTRE NATIONAL DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE (CNFPT)

N° 167 du 17 juillet 2017.

N° 201 du 28 août 2017.

DIRECTION RÉGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI

N° 289 du 11 décembre 2017.

DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT ET DU LOGEMENT

N° 197 du 24 août 2017.

DIRECTION RÉGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES

N° 202 du 25 août 2017.

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES

N° 128 du 26 juin 2017.

PÔLE EMPLOI

N° 229 du 20 septembre 2017.

RECTORAT DE L'ACADÉMIE D'AMIENS

N° 105 du 16 mai 2017.

UNIVERSITÉ DE PICARDIE JULES VERNE

N° 265 du 31 octobre 2017.

SERVICES JUDICIAIRES

COUR D'APPEL D'AMIENS

N° 091 du 19 avril 2017.

**SERVICES DÉCONCENTRÉS ET ÉTABLISSEMENTS PUBLICS DE L'ÉTAT À COMPÉTENCE
DÉPARTEMENTALE**

PRÉFECTURE DE LA SOMME

BUREAU DU CABINET

N° 165 du 17 juillet 2017.

N° 219 du 4 septembre 2017.

N° 256 du 23 octobre 2017.

N° 261 du 26 octobre 2017.

SERVICE DE LA COORDINATION ET DES POLITIQUES
INTERMINISTÉRIELLES

N° 258 du 23 octobre 2017.

DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE L'ADMINISTRATION
LOCALE

N° 080 du 10 avril 2017.

N° 121-122 du 21 juin 2017.

N° 166 du 17 juillet 2017.

DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ ET DE LA LÉGALITÉ

N° 059 du 24 mars 2017.

N° 060 du 24 mars 2017.

N° 119-120 du 21 juin 2017.

N° 168 du 20 juillet 2017.

N° 244 du 5 octobre 2017.

N° 245 du 5 octobre 2017.

SOUS-PRÉFECTURES DE LA SOMME

SOUS-PRÉFECTURE D'ABBEVILLE

N° 238 du 26 septembre 2017.

SOUS-PRÉFECTURE DE PÉRONNE

N° 037 du 24 mars 2017.

N° 098 du 26 avril 2017.

N° 237 du 26 septembre 2017.

SERVICES DÉPARTEMENTAUX DÉCONCENTRÉS DE L'ÉTAT

DIRECTION ACADÉMIQUE DES SERVICES DE L'ÉDUCATION NATIONALE

N° 005 du 10 avril 2017.

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE LA COHÉSION SOCIALE

N° 117 du 15 juin 2017.

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE LA PROTECTION DES POPULATIONS

N° 213 du 28 août 2015.

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER

N° 114-116 du 15 juin 2017.

N° 124 du 21 juin 2017.

N° 214 du 1^{er} septembre 2017.

N° 259 du 23 octobre 2017.

FINANCES PUBLIQUES

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES

Centre des Finances publiques d'Abbeville.

N° 047 du 24 Mars 2017.

Centre des Finances publiques d'Amiens.

N° 056 du 24 mars 2017.

N° 228 du 20 septembre 2017.

Paierie départementale de la Somme

N° 192 du 22 août 2017.

Centre des Finances publiques de Doullens.

N° 052 du 13 mars 2017.

Centre des Finances publiques de Hornoy-le-Bourg.

N° 293 du 18 décembre 2017.

Centre des Finances publiques de Montdidier.

N° 036 du 15 mars 2017.

Centre des Finances publiques de Moreuil.

N° 081 du 10 avril 2017.

Centre des Finances publiques de Péronne.

Service des Impôts des particuliers.

N° 055 du 24 mars 2017.

SERVICES JUDICIAIRES

CHAMBRE RÉGIONALE DES COMPTES NORD PASE-DE-CALAIS
PICARDIE

N° 163 du 17 juillet 2017.

CONSEIL DE PRUD'HOMMES D'ABBEVILLE

N° 148 du 30 juin 2017.

N° 213 du 30 août 2017.

TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE D'ABBEVILLE

Ministère public Abbeville 80

N° 045 du 24 mars 2017.

TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE D'AMIENS

N° 004 du 19 janvier 2017.

N° 096 du 19 avril 2017.

N° 146 du 30 juin 2017.

N° 212 du 30 août 2017.

TRIBUNAL D'INSTANCE D'AMIENS

N° 190 du 22 août 2017.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF D'AMIENS

N° 147 du 30 juin 2017.

ÉTABLISSEMENTS PUBLICS DE SANTÉ

CENTRE HOSPITALIER D'ABBEVILLE

N° 092 du 19 avril 2017.

CHU AMIENS PICARDIE

N° 093 du 19 avril 2017.

N° 107 du 16 mai 2017.

N° 108 du 16 mai 2017.

CENTRE HOSPITALIER PHILIPPE PINEL

N° 003 du 17 février 2017.

N° 094 du 19 avril 2017.

N° 236 du 26 septembre 2017.

CENTRE HOSPITALIER DE CORBIE

N° 095 du 19 avril 2017.

CENTRE HOSPITALIER DE MONTDIDIER

N° 106 du 16 mai 2017.

N° 189 du 22 août 2017.

N° 234 du 21 septembre 2017.

ORGANISMES DE DROIT PRIVÉ CHARGÉS DE MISSIONS DE SERVICE PUBLIC, ASSOCIATIONS

ASSOCIATION YVES LE FEBVRE FAMILLE

N° 034 du 24 mars 2017.

BANQUE DE FRANCE

N° 164 du 17 juillet 2017.

CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DE LA SOMME

N° 264 du 27 octobre 2017.

CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES DE LA SOMME

N° 035 du 24 mars 2017.

N° 173 du 20 juillet 2017.

GROUPE LA POSTE

N° 123 du 21 juin 2017.

CENTRE DÉPARTEMENTAL ENFANCE ET FAMILLE

N° 170-172 du 20 juillet 2017.

Centre permanent d'initiative pour l'Environnement (CPIE)

N° 295 du 18 décembre 2017.

MUTUALITÉ SOCIALE AGRICOLE DE PICARDIE

N° 204 du 28 août 2017

N° 272 du 14 novembre 2017.

SYNDICAT MIXTE BAIE DE SOMME GRAND LITTORAL PICARD

N° 284_285 du 11 décembre 2017.

URSSAF PICARDIE

N° 057-058 du 24 mars 2017.

N° 082 du 10 avril 2017.

N° 125 du 21 juin 2017.

N° 174_178 du 20 juillet 2017.

N° 198 du 24 août 2017.

N° 202_203 du 28 août 2017.

N° 220 du 6 septembre 2017.

N° 252_254 du 23 octobre 2017.

ÉTABLISSEMENTS PUBLICS COMMUNAUX

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT D'AMIENS

OPAC

N° 044 du 24 mars 2017.

N° 275_279 du 14 novembre 2017.